

« Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, attirons l'attention des Pouvoirs Publics et de l'opinion sur les conséquences sociales désastreuses des Réformes hâtivement mises en place ces derniers temps.

A l'Université, à l'École, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.

Au nom d'une idéologie de "l'homme économique", le Pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois "naturelles" du Marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, refusons qu'une telle idéologie mette maintenant en "faillite" le soin, le travail social, l'éducation, la justice, l'information et la culture.»

1. « Qu'est-ce qui ne va pas dans l'information ? dans la culture ? dans la justice ? dans la prévention et le médico-social ? dans l'éducation ? dans la recherche et l'université ? dans l'hôpital et le soin "somatique" ? dans le soin psychique et la santé mentale ? »

Les propos des différents rapporteurs montrèrent que dans tous les champs professionnels évoqués **ce qui est menacé de destruction est bien ce qui « fait la valeur de l'expérience humaine »** comme dit F. Benslamma. Les intervenants insistèrent tour à tour sur:

- la précipitation des réformes engagées,
- sur la disparition programmée du secteur non marchand dans lequel se déployaient à l'origine les services publics,
- sur la nécessité de revisiter l'histoire récente (les destructions en cours n'ayant pas débuté avec l'élection du petit nicolas...),
- sur l'application à l'humain d'un modèle économique qui montre sa faillite dans son propre secteur,
- sur la nécessité de lutter contre les « mises en concurrence » pour retisser du lien social et restaurer ce qui fait communauté,
- sur l'importance des valeurs qui fondent la possibilité du collectif.

La souffrance et le chagrin de professionnels voyant leur métier déconstruit, leur dignité déniée, le sens de leur travail déconstruit, mais aussi la volonté de ne pas laisser faire et le désir de partager les expériences et les luttes en cours.

Roland Gori, dans la logique de ce qu'il a dès le départ annoncé, **a déclaré qu'il s'agissait de se donner du temps, de ne pas agir dans la même logique de l'immédiateté que ceux que nous combattons, de continuer les analyses transversales...** Le rapport entre temps de réflexion et temps d'action n'est pas forcément le même pour qui ne voit pas sa situation quotidienne personnelle remise en cause et pour un enseignant désobéisseur à qui l'administration retire deux jours de salaire chaque semaine (A. Refalo)

- se constituer en collectif apte à se donner les moyens de **rassembler, de mutualiser et de donner écho à tous les phénomènes de résistance** qui se développent ici et là contre cette normalisation sociale ;
- poursuivre la mobilisation des 58 000 signataires en portant le débat éthique dans l'opinion ;
- **soutenir la création de Comités Locaux d'échanges, de réflexions et d'actions transversales aux secteurs socio-professionnels** qui se sont exprimés le 31 janvier pour permettre une mutualisation des analyses et des moyens ;

- réorganiser progressivement le site de l'Appel des appels afin d'en faire tout autant une base de données et de témoignages qu'un lieu d'échanges et de dialogues (Forum) ;
- programmer une nouvelle journée de rencontre, de travail et de partage des expériences le 21 mars 2009 dont le lieu et le programme seront précisés ultérieurement. »

Que faire ?

« Le monde est dangereux non pas à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. » (Albert Einstein)

Espace de rassemblement des luttes (inter-professionnel). travailler à une base commune claire. servir à ce que l'on échange et que l'information circule.

INSEE: décision de création d'un pôle statistique sur Metz (1000) sur 6000 à l'heure actuelle. Prévenus par fait de presse. compensation des départs de militaires par des statisticiens. sauvons la statique publique (site). L'INSEE est déjà très fortement décentralisée, derrière l'idée de créer le poste à Metz, idée de diminuer les postes en région, et d'abandonner certains travaux. couches stat. suffisante en région pour avoir les stats au niveau national. Alors qu'il y a d'autres travaux, par ex analyse filière détaillée (ex. automobile, combien de personnes sont touchées). suivre ce qui se passe au niveau des quartiers difficile (politique de la ville). travaux importants, mais pas forcément visible au niveau des citoyens. informations disponibles pour prendre les bonnes décisions en local. Qu'est-ce qui s'est fait à l'INSEE ? création d'un comité, comprenant un regroupement de syndiqués et de non syndiqués. apport de la logistique syndicale tout en ayant une base plus large. cafr syndicat devenus faibles pour porter la lutte. tentatives de rapprochement avec d'autres administrations (météo france, institut? des archéologues et autres concernés par des mouvements de délocalisation). plus compliqué à mettre en place, tentative d'une grande manifestation, cela n'a pas vraiment fonctionné.

intérêt pour ADA: savoir ce qui se fait ailleurs. médiatiser des choses qui concernent tout le monde, mais difficile à médiatiser. collègue de la concurrence et répression des fraudes qui sont concernés par des réformes (veiller bonne qualité des produits, normes sanitaires). organisme qui se fait laminer. pouvoir lister et communiquer sur ces aspects.

1/4 à 1/3 sont des effectifs parisiens, le reste proviendra des régions.

Explication sur la pétition on pensait que les parisiens ne voulaient pas aller à Metz, a probablement "retenu" certaines personnes qui auraient pu signer.

Pourquoi pas de réaction des élus locaux et CCI ? Fortement réagi, mais passé aussi à côté de l'information (ie. "juste" une délocalisation). Travail de lobbying pour avoir des réactions de députés, de maires.

Rien n'est précisé sur le long terme, tout est saucissonné et les informations sont partielles.

Quels sont les justifications de ce projet ? Au départ, pas de projet juste une annonce. Et le directeur de l'INSEE qui a été nommé à ce moment là pour faire une proposition.

Le fait que les sites sont répartis, si il n'y a plus ces centres proches, on perd de l'information.

Globalement, c'est une volonté de réduire toutes les informations qu'il peut y avoir. Ex: OGM et Monsanto, AFSA a validé l'utilisation des OGM. Il y a un an, c'était l'inverse. L'argumentaire n'a pas changé, juste la conclusion. Basé sur la bibliographie et des expériences faites par les entreprises (juge et partie).

mouvement pas terminé. petite régions seraient fortement impactées. le mouvement ralenti mais n'est pas arrêté.

Etre informé, vu le contexte dans le social, les départements sont chargés de cette mission, mais n'ont pas les moyens nécessaires. Revenu de Solidarité Active, réforme des tutelles, désengagement de l'Etat. Département devient protection administrative avant protection judiciaire.

éducateurs/psychologues qui faisaient de la prévention se battent contre la fermeture totale. loi de 45 sur la protection enfance en danger. dans la santé, politique volontariste, sur certaines missions de l'état, pour l'instant compensation mais jusqu'à quand. réforme des agences régionales de la santé: le social risque de disparaître au niveau, fusion agence régionale de l'hospitalisation, des comités pour lier le médical et le social, est-ce que le social ne va pas disparaître. disparition d'activités au niveau des DASS. impact sur le logement, la santé. Et au niveau des planning familiaux ! Les associations peuvent continuer à vivre, si elles trouvent leurs fonds. Sur le RSA nous étions "expérimentateurs" concernant 70 000 bénéficiaires du RMI et 14 000 en plus de nouveaux bénéficiaires. Dans l'avesnois pendant 1 an, l'état n'a toujours pas financé l'expérimentation. impact sur les associations car le département ne pourra plus les financer. au niveau du RSA, il y a une prise de position politique (soit insertion professionnelle soit sociale), choix de insertion professionnelle, mais sans recrutement de personnel, médico sociaux ont de plus en plus de missions. équipes de plus en plus en difficulté, usure professionnelle, violence. acteurs médico sociaux dernier rempart entre la population qui n'a rien et l'état. Dans le rapport varnier (?) projet de fusion entre départements et régions. Action sociale resterait au département et région transport et développement économique. Sur fusion département/région: quel contre argument ? soit on dit on regroupe pour économie d'échelle, soit on dit localement on gère mieux. Problème politique: baisse au niveau de la représentation politique. Projet un élu pour 125 000 alors que actuellement 1 pour 109 000 (soit 2 en moins pour le Nord et 1 pour le Pas-de-Calais.

Nomination et autonomie, statut qui irait vers moins de recherche. recherche plus piloté, rôle de l'administration plus important sur programme de recherche et titulaires des postes.

Appliquer des méthodes de gestion de l'entreprise à l'université. sur la gouvernance, CA réduit, pouvoirs élargis du Président. Président élu par le CA et plus le congrès et mandat renouvelable (4 ans). diversité beaucoup moins représentée.

Statut: 200h enseignement, si on considère la préparation, c'est la moitié du temps (800h) pour l'enseignement, le reste pour la recherche.

Comparaison entre nombre d'heure en 84 et actuellement, augmentation des étudiants beaucoup plus importante que des enseignants. Si vous ne publiez pas suffisamment, vous ferez plus d'heures non payées. Problème de la précarité.

Retour sur la LRU: pas vraiment bougé car les collègues attendaient des preuves et ne voulaient pas faire de procès d'intention. Avec les décrets, ils se rendent compte des implications.

Tout le monde est d'accord pour qu'il y ait des réformes, un gouvernement est sorti et il applique sa politique. Par contre, maintenant, il n'y a plus l'effet de grâce.

Fond du problème, la démocratie est touchée. Ex: le référendum qui a été voté et qui a été court-circuité.

En plus sentiment d'injustice: pas de concertation et réformes technocratiques et idéologiques. On perd l'humanité et on devient des gestionnaires. on demande au médical de faire un peu de social, on mélange tous les rôles, persuadé que dans 15 ans, il n'y aura plus de social.

Etudiants ont un peu de mal à se mobiliser car l'année passée le mouvement n'a pas été suivi par les personnels. Parmi, le groupe motivé sur Lille I, dans le dernier tract, cela reprend vraiment cela. Les étudiants se placent dans une logique qui dépasse l'université. Mais beaucoup d'étudiants ne se sentent pas concernés.

Points communs: l'humanisation et le temps. Problème de contre-pouvoir: il n'y en a plus !

Réforme des tutelles: gens limités ou donne leur argent par prodigalité. maintenant, principe obligatoire: mesure sociale personnalisée au niveau des jeunes et des adultes. loi qui se contredisent protection de l'enfance et en même temps répression. Problème de gestion budgétaire passera

systématiquement par le département qui va devenir gestionnaire de fonds. Lorsqu'il y aura une demande à ce que quelqu'un gère le budget d'une personne, cela devra être pris en charge par l'administration.

ASH (actualités sociales hebdomadaires)

Ensemble des réformes: atteinte aux libertés individuelles.

Base: place et défense du service public. savoir ce qui se passe pour chaque service public et ensuite communiquer dessus mais en gardant une présentation globale. Pas une attaque frontale, mais sur différents fronts et par petites touches.

Travail d'explicitation pourrait être un premier objectif.

Voir au niveau du site de l'appel des appels comment on pourrait faire un appel au niveau de la région lilloise déjà parmi les signataires. => contacter administrateur pour voir si possible de "spammer" les signataires du département/région (mail envoyé, pas de retour pour l'instant).

Parler de promotion du service public plutôt que défense, que se passe-t-il si il n'y en a pas ?

Appel de Politis ? Proposition de faire un front commun pour obtenir la gratuité des transports en commun.

Partout on sent qu'il y a cette idée de fédération, déjà sur le service public, si on arrivait à avoir une base commune. Avoir la réflexion et les exemples concrets et l'argumentation.

ATAC aussi sur la région. Jean Gadrey notamment. Oui, mais importance de la réflexion de chacun. et que chacun fasse son propre chemin.

MNE: comme prochain lieu ? Contact en cours sur ce point.

Que faire ?

- créer un réseau d'acteurs des différents secteurs => se connaître, faire circuler plus rapidement l'information
- produire des cas concrets de modifications des conditions de travail et des métiers, de fonctionnement des structures
- produire des analyses sur chacun des secteurs (déjà en cours) et plus difficile une analyse globale
- participe à la convergence des luttes de défenses du service public et des services au public.

En terme de support:

- mieux se connaître: réunions régulières (tous les 15 jours ?)
- mieux communiquer : liste de diffusion
- capitaliser: site collaboratif
- agir: s'impliquer dans les mouvements autres que les siens :)